

SDF dès la sortie de la maternité

PRÉCARITÉ. En Seine-Saint-Denis, les mamans sont de plus en plus nombreuses à se retrouver sans toit, un bébé sur les bras. Un phénomène qui inquiète les associations partout en France.

Saint-Denis (Seine-Saint-Denis)

LE PERSONNEL SOIGNANT appelle ces mères les « sorties 115 ». « Ce sont les mamans qui ont atteint le bout du bout et qui sont sans aucune solution d'hébergement. Après la maternité, c'est le 115 ou la rue », résume Catherine Le Samedi, responsable du service social des patients de l'hôpital Delafontaine à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Les cas de jeunes mères SDF ont triplé en deux ans dans ce département où 73 associations tirent ensemble la sonnette d'alarme.

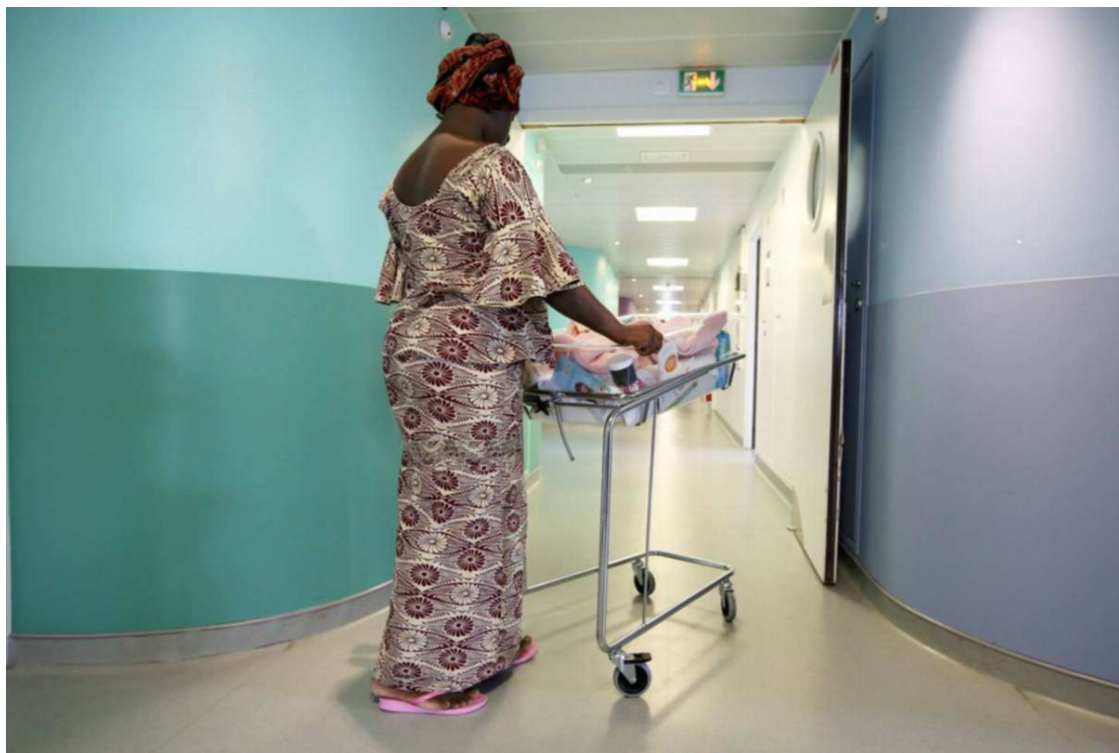
Fatoumata a accouché dimanche matin, dans un hôtel de Saint-Denis. La jeune femme enceinte y avait été orientée quelques jours plus tôt par le 115, le numéro d'appel d'urgence réservé aux sans-abri. Arrivée des équipes médicales des pompiers, du Samu et des policiers. Mariana a ouvert les yeux à 10 h 15, sur un monde rude et précaire où la priorité, pour sa maman, est de trouver un toit et de quoi se nourrir chaque jour. Le nourrisson ne connaît pas encore ses deux autres frères et sœur, de 2 ans et demi et 5 ans, placés provisoirement, le temps de l'hospitalisation de Fatoumata.

« J'ai passé ma première nuit en France dans la gare du Nord, enceinte et avec mes deux enfants »

Fatoumata, 28 ans

Mariana se repose dans un berceau rose à la maternité de Delafontaine. Un peu de tranquillité pour quelques jours seulement. Sa maman de 28 ans souffre à peine dans sa chambre. « C'est difficile, bredouille cette jeune Malienne dans un français qu'elle améliore chaque jour, depuis son arrivée le 19 février, à Paris. Je suis venue d'Espagne par le train. J'ai passé ma première nuit dans la gare du Nord, enceinte et avec mes deux enfants. »

Dans une autre chambre de la maternité, Mami* couve du regard son bébé. Cette Française de 21 ans a



Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), hier. Mami, 21 ans, a accouché il y a une semaine de son deuxième enfant et devrait rejoindre un hôtel du 115. (LP/Arnaud Journois)

quitté le Mali, où elle a passé une partie de son enfance, en 2012. Elle a accouché il y a une semaine et devait

« L'hôtel n'est pas adapté pour un nouveau-né [...] j'ai peur qu'il tombe malade »

Mami*, 21 ans

pris trois bus pour la retrouver à l'hôpital de Saint-Denis. « L'hôtel n'est pas adapté pour un nouveau-né, décrit Mami, qui a déjà un enfant de

18 mois. Les sanitaires sont sur le palier, il faut faire la queue pour s'y rendre. On ne peut pas cuisiner. J'ai

peur que le bébé tombe malade. » La jeune maman cherche au moins un peu d'aide matérielle, notamment une poussette.

Sur les 4 000 femmes venues accoucher l'an passé, elles étaient environ 1 200 à avoir un hébergement

précaire : squat, foyer, campement et baraquements, famille ou amis. Et, parmi elles, 160 n'ont eu d'autre choix que de recourir au 115. « C'est par le biais de leur prise en charge médicale que ces femmes sortent de l'ombre et qu'elles peuvent commencer à bénéficier d'un accompagnement social », ajoute Catherine Le Samedi. Depuis le début de l'année, son service teste une recherche de logement en amont de la sortie des patientes en détresse, avec l'aide de la plate-forme sur laquelle sont

centralisées toutes les demandes d'hébergement et logement d'urgence en Seine-Saint-Denis. « Ici, nos métiers ont autant une dimension sociale que médicale », souligne une sage-femme. Une de ses collègues confirme : « Ces mamans ne peuvent pas quitter la maternité pour la rue avec un nourrisson. C'est inimaginable. En l'absence de solution, il est arrivé qu'on les garde une dizaine de jours. »

CLAIRE GUÉDON

* Le prénom a été changé.

Trois fois plus de cas qu'en 2011

Saint-Denis

EN SEINE-SAINT-DENIS, le phénomène a pris, selon les travailleurs sociaux, une ampleur dramatique. Selon une enquête menée par les associations Interlogement 93 (qui regroupe 45 associations et gère le numéro d'urgence 115 en Seine-Saint-Denis) et Idee 93 (qui regroupe des associations de protection de l'enfance), 300 femmes environ sont sorties l'an dernier des maternités de l'hôpital Delafontaine, à Saint-Denis, et de l'hôpital André-Grégoire, à Montreuil, sans aucune solution d'hébergement. C'est trois fois plus qu'en 2011. « On n'ose imaginer ce qu'on pourrait obtenir en collectant les chiffres de toutes les maternités du département », soupire Philippe Martel, président d'Interlogement 93. D'autant qu'il faut y ajouter toutes ces mamans pas SDF mais en situation précaire. A la maternité

de Montreuil, on comptabilisait, en 2013, 387 femmes « sans solution pérenne » d'hébergement.

Les structures existantes peinent à faire face. Quand elles obtiennent l'appui du 115, les mamans peuvent être orientées vers un centre de transit et quelques établissements dédiés. Les plus chanceuses intègrent ensuite un centre maternel (150 places pour tout le département) pour des séjours plus longs, à condition d'être en situation régulière. La majeure partie d'entre elles connaîtront à nouveau l'errance, d'hôtel en hôtel...

Un appel lancé aux pouvoirs publics

« Une maman faible, ayant subi une césarienne, un accouchement avec complication, peut se retrouver dans la même situation qu'un SDF et ce, alors qu'elle a la charge

d'un nouveau-né », constate sombriement Patrice Fleury, directeur du centre mère et enfant de la Maison du pain à Pantin.

La situation pousse aujourd'hui Interlogement 93 et Idee 93 à lancer un appel en direction des pouvoirs publics. « Il faut que tous l'Etat, le conseil général se mettent autour d'une table avec les associations, au lieu de se renvoyer la balle », estime Philippe Martel. « Nous y sommes favorables », indiquait hier le conseil général.

Ce n'est pas la première fois que les associations s'alarment de la situation de ces « mamans et bébés SDF ». Certes, la Seine-Saint-Denis fait face à une explosion des besoins en matière d'hébergement d'urgence (près de 6 000 nuitées d'hôtel sont accordées chaque jour en moyenne), « mais ça s'aggrave partout », souligne Philippe Martel.

GWENAELE BOURDON ET C.G.

« Un bébé n'est plus suffisant pour accéder à un logement »

Jean-François Corty, de Médecins du monde

Avant d'accoucher, elles sont aussi souvent mal ou pas soignées. Au fil des consultations assurées en France auprès des personnes précaires par Médecins du monde, « 50 % des femmes enceintes arrivent tardivement aux soins, constate Jean-François Corty. Et ce phénomène augmente. 90 % de nos consultations concernent des personnes étrangères et beaucoup ne connaissent pas leurs droits ». En grande précarité, ces femmes le sont plus encore avec leur nourrisson. « Les lieux d'hébergement ne sont pas adaptés. Ces mamans ne veulent pas aller dans ces endroits où il y a souvent de la violence. Etre enceinte ou avoir un bébé n'est plus suffisant pour avoir accès à un logement. Souvent, elles passent d'un hôtel à l'autre »,

déplore le médecin, qui assure aussi voir « de plus en plus de familles, d'enfants, de nourrissons » lors des maraudes.

« Aujourd'hui, les jeunes filles enceintes représentent 15 % environ de nos 40 places d'accueil pour les femmes de 18 à 25 ans », assure de son côté Monique Bonnet, directrice d'un centre parisien d'hébergement d'urgence de la Croix-Rouge. Elles connaissent mal leur corps et « la prévention, la contraception, on a l'impression que ça n'existe plus. En raison de leur précarité, beaucoup accouchent prématurément, à sept mois ou sept mois et demi. Même quand le bébé arrive à terme, elles restent dix ou quinze jours à la maternité, faute de solution d'hébergement ».

VÉRONIQUE MARIBON-FERRET